

Afrique du Sud : clap de fin

L'Afrique du Sud illustre jusqu'à l'absurde les conséquences néfastes d'un mauvais gouvernement. Jadis pays le plus prospère d'Afrique, inséré dans le monde occidental, rattaché aux BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), le pays ne cesse de connaître des déboires depuis la fin de l'apartheid. Le rêve annoncé de concorde et de prospérité n'a pas eu lieu. Le gouvernement de l'ANC a davantage joué sur les tensions raciales et les haines sociales et ethniques que sur la réconciliation nationale. En vingt-cinq ans, la pauvreté, le chômage et la violence n'ont cessé d'augmenter, faisant de ce pays un lieu de guerre civile permanente. Les cités jadis prospères du Cap et de Johannesburg sont figées dans la violence quotidienne et ordinaire qui empêche d'y circuler librement.

Le clap de fin a sonné pour ce pays, et ce ne sera pas un *happy end*. En annonçant le 27 février dernier que le gouvernement allait exproprier sans compensation les fermiers blancs pour donner leurs terres aux populations noires, le Parlement aux mains de l'ANC a signé l'arrêt de mort de l'Afrique du Sud. Les conséquences vont être douloureuses pour le pays, mais aussi pour l'ensemble régional de l'Afrique australe. Cela va aussi poser de nombreux problèmes au monde occidental.

Une famine à prévoir

Pour l'Afrique du Sud, les conséquences sont tout à fait prévisibles. L'expropriation des fermiers blancs va raviver les tensions ethniques et raciales, ainsi que les violences. Plusieurs fermiers ont déjà été massacrés ces dernières années, près de 80 en 2016 et en 2017 d'après les syndicats de fermiers. C'est certes peu par rapport au nombre d'homicides commis dans le pays (près de 20 000 entre 2015 et 2017), mais ces attaques étant organisées contre l'existence des fermiers elles font craindre une chasse systématique de ceux-ci, à l'instar de Julius Malema, ancien chef des jeunes de l'ANC, fondateur des *Economic Freedom Fighters* (EFF), un parti d'extrême gauche, qui prône la violence et qui appelle régulièrement à attaquer les blancs. En 2010, l'Afrique du Sud avait obtenu l'organisation de la coupe du monde de football, suscitant la crainte des sélections nationales à cause de la violence du pays. Cette fois, l'organisation de la coupe du monde de rugby 2023 lui a été refusée, alors même que l'instance internationale du rugby, World Rugby, avait émis un avis positif. C'est la première fois que l'avis de World Rugby n'est pas suivi dans l'attribution de l'organisation de la coupe du monde. La question de la violence et de l'insécurité a

pesé lourd.

Depuis janvier, Le Cap souffre de graves pénuries d'eau. Le gouvernement estime que le manque complet d'eau devrait intervenir vers le mois de juin ou juillet. Si la sécheresse est invoquée, la raison réelle est l'obsolescence du réseau d'adduction d'eau, la vétusté des installations qui n'ont pas été correctement entretenues depuis 1993. La sécheresse a aggravé et exacerbé le problème. Le Cap est la première ville à manquer d'eau, d'autres risquent de suivre. Après l'eau, la nourriture. Nul besoin d'être prophète pour savoir ce que donnera l'expropriation des fermiers blancs : l'exemple du Zimbabwe voisin suffit. Robert Mugabe a déjà expérimenté cette politique aux débuts des années 2000. Cette mesure va détruire l'appareil productif agricole du pays, qui ne sera plus en mesure de nourrir les populations. Des disettes puis des famines sont donc à prévoir en Afrique du Sud pour les années à venir. Les plus riches auront toujours un moyen de s'en sortir ; les plus pauvres en pâtiront lourdement. Partout dans le monde, les mesures d'expropriation et de redistribution des terres ont été un échec. L'Amérique latine est heureusement revenue de ces chimères communistes, d'autres pays vivent encore dans ces illusions.

L'effondrement de l'Afrique australe

La destruction de l'appareil alimentaire d'Afrique du Sud va déstabiliser l'ensemble de l'Afrique australe, car le pays exporte de la nourriture vers ses voisins. La Namibie a elle aussi annoncé vouloir chasser ses fermiers blancs et suivre le modèle du Zimbabwe et de l'Afrique du Sud. C'est donc toute une partie du continent africain qui va sombrer dans les années à venir, alors qu'il était jusqu'à présent relativement stable. Ces tensions alimentaires vont engendrer des tensions ethniques et raciales, la dévaluation des monnaies, l'effondrement de l'économie. Que vont pouvoir faire les entreprises internationales installées en Afrique du Sud dans un pays qui souffre de manque d'eau et de famines et où la violence ne cesse de croître ? Quel Européen voudra s'y expatrier et mettre ainsi sa famille en danger ? Les entreprises n'auront pas d'autres choix que de partir, poursuivant ainsi la faillite du pays. L'Afrique du Sud est, jusqu'à l'absurde, l'exemple même des conséquences dramatiques d'un mauvais gouvernement. Ou comment faire d'un pays prospère et riche une terre de misère.

Les conséquences internationales seront également lourdes. Ici, plusieurs options sont possibles. Les fermiers blancs vont se faire massacrer, comme ceux du Zimbabwe. Ils ont donc désormais à choisir entre la valise et le cercueil. Mais où aller ? Quel pays est prêt à les accueillir ? Le faire,

c'est reconnaître qu'il y a un problème en Afrique du Sud, que les règles internationales du droit de propriété privée et de sécurité des personnes ne sont pas respectées, que la constitution du pays est bafouée, que l'équilibre trouvé en 1993 est rompu. Accorder l'asile politique aux fermiers blancs, c'est reconnaître la faillite du régime ANC d'Afrique du Sud, alors que le monde vit encore dans l'illusion de la fin de l'apartheid et de la nation arc-en-ciel. Mais ne pas reconnaître cet asile politique, s'est se mettre en porte-à-faux par rapport à la politique menée par les pays occidentaux. Pourquoi accueillir des Syriens victimes de l'État islamique ou des Soudanais victimes de la guerre au Sud-Soudan et pas des Afrikaners ?

Une possible guerre de sécession

Autre solution pour eux, résister, s'organiser et affronter le gouvernement. Les blancs sont en infériorité numérique (environ 10% de la population), mais ils ont pour eux l'attachement à une terre qu'ils ont développée et toute la mythologie historique de la guerre des Boers et du Grand Trek. Ils pourraient donc faire sécession au sein même de leur pays, s'organiser en milice et déclarer la guerre au gouvernement ANC. Ce ne serait rien d'autre, en somme, d'une guerre de clans, comme le continent africain en connaît en d'autres lieux. Mais cela suppose de posséder un territoire restreint et homogène, ce qui n'est pas leur cas, d'être prêt à entrer dans l'illégalité pour se défendre et d'être capable de disposer d'une force armée. Quelques fusils de chasse ne pèsent pas lourd face à l'armée d'un pays. Cette rébellion pourrait invoquer le droit international : pourquoi défendre les minorités ailleurs et pas ici ? Mais pour réussir, cette guerre de sécession a besoin du soutien d'un État, notamment pour acheter des armes. Qui pourrait les lui fournir ? Surement pas l'Angleterre et les Pays-Bas, les anciennes colonies ni les États-Unis. Peut-être la Russie ou la Chine, mais cette dernière n'y aurait aucun intérêt. L'aide d'un État est donc loin d'être acquise.

Reste une autre solution : l'appui d'une société militaire privée (SMP). De plus en plus présentes dans les conflits, utilisées légalement et ouvertement par les États, les SMP disposent de tout le matériel adéquat pour mener une telle guerre et porter secours aux Afrikaners. Leur intérêt ? La guerre suppose un entraînement et des théâtres d'opérations. Intervenir en Afrique du Sud en fournissant du matériel et des hommes pourrait être pour eux un moyen de s'entraîner et de se préparer aux combats de guérillas urbaines, théâtre des prochaines guerres à venir. La SMP volontaire pourrait même disposer du soutien d'un État : cela a l'avantage de la discrétion. Cette option est peu probable aujourd'hui, mais dans tous les cas, la situation en Afrique du Sud pose un problème de droit et de conscience internationale, que les Occidentaux ne peuvent pas méconnaître.

